

Si ce message ne s'affiche pas correctement, cliquez ici

Convictions

Bulletin de l'Association
MichelROCARD.org



N° 87 - MAI 2026

Éditorial



JUIN 2026 : NOS RENDEZ-VOUS AVEC MICHEL ROCARD

Dimanche 21 juin : "Michel Rocard à la télévision (1972-1989) : hommage à l'ancien Premier ministre, dix ans après sa disparition le 2 juillet 2016", émission REMBOB'ina présentée par Patrick Cohen

21 h sur LCP


Rediffusion le samedi 27 juin à 14 h



En replay sur le site de LCP à partir du 22 juin

Vendredi 26 juin : Colloque "L'art du compromis selon Michel Rocard"

à partir de 9 h, auditorium du groupe "Le Monde", 67-69 avenue Pierre Mendès France, Paris 13^{ème}

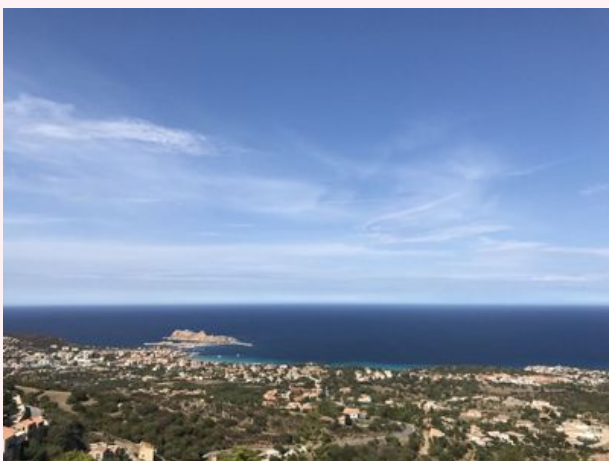
 Programme du colloque

 Inscription gratuite mais obligatoire en cliquant sur ce lien



Samedi 27 juin : Inauguration de la place Michel-Rocard, par Emmanuel Grégoire, maire de Paris

11 h, angle de la rue de l'Université et du boulevard Saint-Germain



Jeudi 2 juillet : hommage à Michel Rocard au cimetière de Monticello

à partir de 10 heures

« A l'occasion, venez nous voir, me voir : il faut garder les liens. Peut-être entendrez-vous les grillons, sans doute écouterez-vous le silence... A coup sûr la majesté et la

beauté de l'endroit vous saisiront. Quel autre message laisser que de vous y convier ? »

Mise au point

Dans son dernier ouvrage : *"Le triangle des passions du Monde"*, le professeur Dominique Moïsi attribue à Michel Rocard les propos : "Nous ne ferons rien, bien sûr", après la prise du pouvoir par le général Jaruzelski en Pologne, en décembre 1981. Cette formule, en réalité : "Bien entendu, nous n'allons rien faire", était en fait de Claude Cheysson, alors ministre des relations extérieures. Quelques années plus tard, l'intéressé a regretté ses propos, expliquant : *"j'ai été entraîné à dire [cela] en pensant uniquement à l'aspect militaire. J'ai eu tort, je regrette cette déclaration intempestive qui aurait dû normalement me coûter ma place"*. L'attribution erronée de cette phrase est d'autant plus étonnante que Michel Rocard, proche de Solidarnosc comme l'était la CFDT, avait, en août 1980, suggéré que la marine française pourrait aller chercher les Polonais qui choisiraient de fuir une éventuelle attaque soviétique... Mais en 1981, cantonné dans le ministère du Plan et de l'aménagement du territoire, Michel Rocard n'allait pas s'aventurer à commenter la situation internationale.

"Rocard faiseur de paix", un article de Vincent Duclert dans la revue *L'Histoire*



Dans le numéro de juin 2026 de la revue *L'Histoire*, Vincent Duclert, auteur de *"Rocard, une biographie internationale"* (éditions Passés composés, 2025), revient sur le parcours de Michel Rocard en soulignant, de la lutte contre la guerre d'Algérie aux accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, en passant par le soutien à la solution à deux Etats au Proche-Orient et la recherche d'une réconciliation au Rwanda, la dimension européenne et internationale de ses engagements.

[Pour lire l'article de Vincent Duclert](#)



Vient de paraître : *"Le socialisme"*, un *Que sais-je* de Jean-Numa Ducange

En 1945, Léon Blum affirmait que le socialisme était le « maître de l'heure ». Malgré les terribles difficultés matérielles de l'époque, nul doute quant à l'avenir de l'humanité : après la chute du fascisme, le XXe siècle serait bien celui du socialisme. Dès les années 1990, l'effondrement du système soviétique bouleverse cette perspective en rompant avec les visées égalitaires et utopiques du socialisme historique. Depuis, les partis socialistes au pouvoir en Europe peinent à imposer leurs marques et à durer. Dans cet ouvrage de la collection *Que sais-je*, Jean-Numa Ducange, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Rouen, invite à repenser l'histoire du socialisme et à examiner ce qu'il en reste dans notre monde individualiste.

Loïc Rocard décoré de la Légion d'honneur

Le 21 mai, Loïc Rocard, le plus jeune fils de Michel Rocard, a reçu des mains de Manuel Valls, ancien Premier ministre, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur. Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, Loïc Rocard avait été conseiller technique au cabinet de Manuel Valls,

chef du pôle transports, énergie, environnement et aménagement du territoire, fonctions qu'il a conservées ensuite auprès de Bernard Cazeneuve, qui était également présent lors de cette cérémonie. Loïc Rocard est aujourd'hui président de la société TechnicAtome.



Un drapeau pour l'Antarctique ?

Le think tank *Le Cercle polaire*, dont Michel Rocard a été l'un des présidents d'honneur et qui est partenaire de notre association, a lancé une initiative originale : proposer à des ONG de plusieurs pays, appuyées sur des écoles d'art, de définir un drapeau pour l'Antarctique afin de rappeler la dimension internationale de ce continent, sur lequel les appétits de certaines puissances risquent, dans le contexte

géopolitique troublé que nous vivons, de bouleverser les équilibres patiemment construits dans le multilatéralisme. Avec l'école d'art Penninghen, Le Cercle Polaire a choisi un drapeau qu'il entend proposer à des associations poursuivant des buts similaires dans d'autres pays.

[Retrouver ici l'interview de Laurent Mayet, président du Cercle Polaire, sur le projet de drapeau pour l'Antarctique](#)

Décès d'Huguette Bouchardeau

Huguette Bouchardeau est décédée le 18 mai 2026, elle avait été ministre de l'environnement et de la qualité de la vie dans le gouvernement Fabius de 1984 à 1986,

Née à Saint- Etienne en 1935, Huguette Briaut était agrégée de philosophie. Elle a enseigné les sciences de l'éducation à l'Université de Lyon de 1970 à 1983. elle y a été syndicalement active, au SNES, puis dans les années 70 au SGEN-CFDT. Elle fut surtout une militante engagée dès la période étudiante à l'UNEF dans la minorité de gauche, puis à l'UGS. Adhérente au PSU dès sa fondation en 1960, elle rejoint le bureau national en 1974 et en devient secrétaire nationale de 1979 à 1983. Elle est la candidate de ce parti aux présidentielles de 1981, où elle obtient 1,1 % des voix. François Mitterrand l'appelle au gouvernement en 1983 comme secrétaire d'État, puis ministre l'année suivante. Elle est la première femme à tenir ce ministère où elle doit traiter notamment les dossiers Seveso ainsi que le lien entre écologie et démocratie (elle laisse son nom à la loi sur



l'organisation des enquêtes publiques). En 1986, elle est élue députée du Doubs et s'inscrit à l'Assemblée comme apparentée PS. Sans mandat en 1993, elle quitte le Doubs pour le Gard où elle devient maire d'Aigues-Vives de 1995 à 2001. Elle se consacre désormais à la maison d'édition qu'elle avait créée et où elle publie des ouvrages féministes et écologiques ainsi que ses propres œuvres. Son époux, Marc Bouchardeau, psychologue à l'AFPA, était engagé pleinement à ses côtés, depuis 1955 jusqu'à son décès en 2013.

Nous tenons à rendre hommage à cette grande dame, qui a pratiqué toute sa vie les valeurs qui furent aussi celles de Michel Rocard, et exprimons à sa famille et à ses proches nos condoléances sincèrement attristées.

Robert CHAPUIS,

ancien ministre, ancien secrétaire national du PSU, administrateur de MichelRocard.org



Décès d'Edgar Morin

Le résistant, philosophe et sociologue Edgar Morin est décédé à l'âge de 104 ans. Il fut un proche de Michel Rocard dont il partagea le combat contre la guerre d'Algérie. Ils se sont surtout connus dans la proximité du *Nouvel Observateur*.

Edgar Morin soutint la candidature de Michel Rocard en vue de l'élection présidentielle de 1981

et resta un proche durant les décennies qui suivirent. Ensemble, ils ont également participé au Collegium international.

Au décès de Michel Rocard, en 2016, il écrivit dans *L'Obs* : "Bien que toujours préoccupé et amer de la dégradation de la pensée et de la politique du PS, Michel Rocard fut le seul homme politique, à ma connaissance, à s'être soucié constamment de la cause de l'humanité et du destin de la planète." En 2023, il avait participé à la présentation à Paris du documentaire de Jean-Michel Djian sur Michel Rocard (notre photo).

[🔗 Tribune d'Edgar Morin après le décès de Michel Rocard en 2016](#)

Une date, un moment

Michel Rocard et le compromis

Dans la vie politique française, le compromis en politique n'a pas bonne presse. On l'a vu encore récemment lorsque les socialistes ont accepté de dialoguer avec Sébastien Lecornu pour permettre l'adoption du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) et du budget en 2026.

Pourtant, dans beaucoup de pays du monde, le compromis est la base de toute politique,



particulièrement dans les démocraties parlementaires. En Allemagne, par exemple, il est difficile de construire un gouvernement sans une coalition solide établie autour d'un contrat de gouvernement. En Belgique, aux Pays-Bas, la forte polarisation des sociétés oblige, dans ce que l'on appelle les "démocraties consociatives", à des compromis permanents pour gouverner.

Michel Rocard, sans doute parce qu'il s'intéressait beaucoup aux démocraties d'Europe du Nord, s'est au contraire toujours intéressé au compromis et aux manières de les mettre en oeuvre. Déjà en 1963, il faisait l'éloge de ce qui allait devenir son viatique de gouvernant : « *Le problème de la politique, c'est d'abord la paix, ce qui signifie que la recherche du compromis avec l'autre est l'objectif évident et nécessaire, le seul objectif possible des hommes en temps de paix. Menaces, luttes politiques, grèves, sont des moyens d'améliorer le rapport des forces pour passer des compromis meilleurs. Les cas où l'espérance des hommes ne peut être portée que par la révolution sont nombreux, certes. Mais ne concernent pas directement les Français pour le moment. Nous sommes bons pour l'optique de la paix. Il faudrait se départir de l'idée que les valeurs politiques les plus hautes se définissent par rapport à la guerre. La paix n'est pas médiocre.* » (Fonds 680AP, cartons annexes, « Propositions pour une réflexion civique », 1963.)

Peut-être peut-on voir aussi dans cette recherche du compromis l'empreinte de sa culture protestante, si l'on en croit le sociologue Jean-Paul Willaime : « Il ne s'agit plus ici de faire "la politique du Sermon sur la montagne", mais de mettre en oeuvre une éthique de la responsabilité, où la conviction religieuse que "le Royaume n'est pas de ce monde", loin de se traduire par une passivité conformiste en politique, conduit à un activisme raisonné et à un rapport désutopisé au politique. »

Cela se retrouve dès ses fonctions gouvernementales en 1983-1985, alors qu'il est ministre de l'Agriculture. Il négocie avec ses collègues ministres européens pour mettre en oeuvre une réforme de la politique agricole commune (PAC) qui ne peut être adoptée que parce que chacun accepte de négocier et de taire une partie de ses intérêts nationaux pour trouver des solutions. Dans son ouvrage de campagne *Le Coeur à l'ouvrage*, il prônait déjà le compromis comme méthode de gouvernement : « *Est-il vain de penser qu'un peuple adulte peut prendre son avenir en main ? Est-il fatal que le système n'ait d'autre mode de fonctionnement que le rapport de forces et le recours constant à l'argument d'autorité ? (...) Et l'autorité dont je parle dans ces lignes serait mieux connotée si je disais "la morgue". En fait, notre système fonctionne institutionnellement à la violence. Violence qui veut que sur tout sujet apparaisse forcément un vainqueur et un vaincu au lieu de rechercher des compromis. Violence du nombre qui impose sa force et ne renonce jamais à en faire usage, même quand ce n'est pas indispensable. Parce que toute concession à l'autre est baptisée recul, on s'interdit d'avancer. Les talents, les idées, se trouvent stérilisés par une société dans laquelle chacun n'est écouté qu'à proportion de ce qu'il est et non de ce qu'il dit. [...]* »

L'expérience du pouvoir pour Michel Rocard nourrit ensuite durablement sa volonté de chercher des compromis en politique. Parmi ses grands succès, il y a beaucoup de négociations comme les accords de Matignon en juin 1988 et la recherche de compromis sur chacun des textes adoptés en raison d'une majorité relative.

Plus tard, il théoriserait cette recherche du compromis, reposant d'abord sur une connaissance et une compréhension de l'autre : « *L'autre est diabolisé, l'information à son sujet devient d'une totale partialité. Au sens strict, on ne le connaît plus. Comment alors se faire un avis pertinent – opérationnel comme l'on dit aujourd'hui – sur ce qui pour lui est négociable et ce qui ne l'est pas, sur ses ordres de priorités, sur le prix qu'il est prêt à payer pour les concessions que l'on estime les plus indispensables à son propre camp ? Répondre à ces questions avec suffisamment de précision pour ensuite agir, en l'espèce, négocier, exige – en plein conflit – de découvrir l'autre ou de le redécouvrir. Là est à coup sûr la difficulté majeure de la recherche du compromis, sinon de son élaboration* » (L'Art

de la paix, 1997).

Pour autant, pour Michel Rocard, le compromis n'a rien à voir avec le consensus. Il a toujours été un chaud partisan des clivages politiques et en particulier de leur forme moderne : les partis politiques. C'est peut-être aussi cela qui l'a incité à rejeter le retour du général de Gaulle en 1958. Il ne croyait pas, contrairement à beaucoup d'opportunistes, notamment chez les socialistes, qu'un retour à la légalité douteuse et basé sur des ambiguïtés pouvait être une solution durable. Lui qui fut un des opposants les plus constants au Front National et à Jean-Marie Le Pen, savait bien que l'illusion du consensus ne pouvait que favoriser le parti populiste et les autres extrêmes.

C'est pour cela que nous avons souhaité consacrer un colloque à cette question en évoquant, à travers des points de vue de chercheurs et de témoins, différents types de compromis historiques.

Pierre-Emmanuel GUIGO,

Maître de conférences à l'Université Paris-Est Créteil, responsable du conseil scientifique de MichelRocard.org

Parcours rocardien

"Un Huron chez les rocardiens", par Pierre Pringuet

J'ai rencontré Michel Rocard pour la première fois en juin 1981 : il venait d'être nommé ministre du Plan et de l'aménagement du territoire et constituait son cabinet. Au début, j'avais l'impression d'être là pour cocher une case : il fallait un ingénieur du corps des mines dans le cabinet pour traiter les questions de politique industrielle. Pourquoi le chef du corps des mines m'avait-il proposé ? Sans doute parce qu'il me voyait plutôt d'une sensibilité de gauche, progressiste.



Je ne connaissais Michel Rocard que par les médias, et même si je ne m'intéressais pas vraiment aux arcanes de la politique, j'appréciais l'homme du « parler vrai ». Cette proposition m'est donc apparue comme l'opportunité de travailler aux côtés d'un homme politique de premier plan, honnête et rigoureux. Lors de cette première rencontre, une bonne demi-heure de mémoire, au moment de prendre congé, je lui dis tout de go : « Monsieur le Ministre, je dois vous dire une chose : je suis contre les nationalisations. » - « Ça tombe bien, m'a-t-il répondu, moi aussi ».

J'arrive donc un peu comme le Huron dans ce cabinet composé, pour la plupart, de personnes qui avaient partagé des engagements politiques, souvent anciens, avec Michel Rocard mais avec qui les liens devinrent assez vite faciles et même amicaux.

L'aventure aurait pourtant pu tourner court assez rapidement puisqu'au milieu de l'été 1981, le bruit circule que j'aurais des accointances avec le Front national, et en particulier avec Bruno Mégret. Alors, il est vrai que Bruno Mégret était un camarade de promotion à Polytechnique, avec qui, au temps de nos études, j'avais fait – avec d'autres – un voyage de six semaines en voiture et en camping dans ce qui était encore l'URSS. Mais non seulement je n'avais conservé aucun lien avec lui, mais au surplus j'ignorais tout de ses évolutions politiques. Michel Rocard et Jean-Paul Huchon,

au bénéfice de ces explications, ont considéré que le fait d'être de la même promotion ne saurait constituer un délit et l'affaire en est restée là, mais ça m'a instruit sur les chausse-trappes de la politique.

Au ministère du Plan, j'ai éprouvé directement les réticences, pour ne pas dire plus, du monde économique devant les orientations du nouveau gouvernement après mai 1981, notamment lorsqu'il s'est agi de sensibiliser les dirigeants de grandes entreprises à l'intérêt de négocier des contrats de Plan avec l'État. Ce fût un insuccès quasi-total, le chef du corps des mines, Jean-Louis Beffa, m'invitant même à « cesser ces plaisanteries ».

Au ministère de l'Agriculture, c'était autre chose. Michel Rocard m'a paru vraiment s'épanouir dans ces fonctions, après les frustrations de la « cage dorée » du Plan. Pour moi, il s'agissait de traiter des dossiers d'une véritable importance stratégique. Il y a eu d'abord la restructuration de la filière des oléagineux : le CNTA, principal acteur de cette filière, a déposé son bilan et nous avons, avec la profession, reconstitué un outil, Sofiprotéol, qui a largement fait ses preuves par la suite. Mais ça m'avait tellement absorbé que, dans les réunions de cabinet, Guy Carcassonne demandait qui était cette « Sophie Protéol » avec qui je passais autant de temps !

La mise en œuvre des quotas laitiers avec les coopératives et les autres entreprises du secteur de la transformation a été un autre enjeu majeur. Je me souviens notamment avoir proposé et mis en œuvre une négociation sociale, avec la CFDT et les autres organisations syndicales, pour amortir les conséquences sur l'emploi que la maîtrise de la production laitière allait entraîner, et j'ai été assez heureux de constater que, bien des années plus tard, Jean-Paul Jacquier, dirigeant CFDT de l'agroalimentaire à l'époque, en avait gardé un souvenir positif.

Il y avait aussi des rituels, comme les parties de bridge que nous organisions dans mon bureau avec Guy Carcassonne et d'autres, le mercredi après-midi, pendant la séance des questions au gouvernement, pour souffler un peu après la phase de préparation des réponses pour le ministre... C'est aussi au temps du ministère de l'Agriculture qu'est née l'idée de Cabaroc, qui pendant au moins deux décennies a maintenu les liens amicaux entre les membres du cabinet et avec Michel Rocard.

En 1984, Michel Rocard me propose de prendre la direction des industries agricoles et alimentaires, ce qui me conduit à quitter le cabinet pour des fonctions plus opérationnelles. C'est dans ce cadre, par exemple, que j'ai lancé le Comité Sully, association destinée à promouvoir les filières d'excellence des industries agroalimentaires françaises.

En 1985, Michel Rocard démissionne du ministère de l'agriculture et, par la force des choses, nos relations s'espacent. D'autant qu'en 1987, à mon tour, je quitte l'administration de l'agriculture pour devenir directeur du développement du groupe Pernod Ricard, avant d'en prendre la tête dix ans plus tard.

C'est là que Cabaroc va se révéler un cadre précieux pour maintenir les liens, parce que ces nouvelles fonctions me permettaient d'inviter l'association au domaine de La Voisine, une belle propriété du groupe près de Rambouillet, et Michel Rocard venait volontiers participer à ces retrouvailles. Peut-être retrouvera-t-on dans les archives des photos de l'ancien Premier ministre jouant à la pétanque avec ses anciens collaborateurs. En tous cas, pendant une quinzaine d'années, le week-end de Cabaroc à La Voisine était un moment de grande convivialité que tous aimaient à partager.

Ensuite est venue la création de MichelRocard.org. En 2012 ou 2013, Michel Rocard me demande de venir le voir, à son



Pierre Pringuet (à g.) et Jean-Etienne Giamarchi, trésorier, lors de l'assemblée générale de MichelRocard.org en 2017

bureau des Champs-Élysées. Il y avait là aussi Alain Bauer. Toujours très impliqué dans l'idée de transmission, Michel Rocard recherchait des financements possibles, avec l'idée de créer un centre d'archives pour y déposer livres, articles, discours et notes diverses... Mais l'objectif était hors de portée en termes matériels et financiers.

C'est avec Bernard Spitz que nous est venue l'idée de proposer à Michel Rocard de réaliser son projet sous forme numérique, avec l'aide de Pierre-Emmanuel Guigo qui avait déjà commencé à travailler sur les archives de Rocard. Pour recueillir les fonds nécessaires au lancement du projet, nous avons créé une association. C'est moi qui ai proposé le nom de l'association, avec l'idée que ce serait plus simple s'il y avait identité entre le nom de l'association et l'intitulé du site

Internet.

Michel Rocard a donné son accord sur cette formule, l'association a été créée fin 2014, Roger Godino en a été le premier Président et le site Internet est devenu opérationnel en 2016, quelques semaines après le décès de Michel Rocard.

C'était aussi une façon de boucler la boucle, puisque quoi de plus logique, pour réaliser ce projet que nourrissait Michel Rocard, de faire appel à un ingénieur pour trouver la solution la plus adaptée, la chiffrer et contribuer à sa mise en œuvre ?

Pierre PRINGUET

Président d'honneur de MichelRocard.org

Agenda

Jeudi 4 juin à 18 heures, Assemblée générale de l'association MichelRocard.org

ATTENTION ! CHANGEMENT DE LIEU : l'assemblée générale se tiendra à l'Assemblée nationale, 1er Bureau, entrée par le 126 rue de l'Université.

Pour y assister en présentiel, s'inscrire en précisant date et lieu de naissance (conformément aux règles de sécurité de l'Assemblée nationale) à l'adresse : contact@michelrocard.org

La partie statutaire sera suivie d'une rencontre avec Maximilien Poulain et Florent Infanti, deux jeunes étudiants qui ont participé à la sélection des textes de Michel Rocard pour le recueil "Je rêve d'un pays où l'on se parle à nouveau", et (en visio) de Matthieu Cabanis, auteur de la thèse sur "la galaxie rocardienne", ainsi qu'avec Eymeric Job, porte-parole de la promotion Michel-Rocard des administrateurs des affaires maritimes, sur le thème : "**Ce que des jeunes nous disent aujourd'hui de Michel Rocard et des rocardiens**".

Samedi 20 juin, à 17 heures, Bibliothèque du Protestantisme Français, 54 Rue des Saints-Pères, 75007 Paris

Conférence de Vincent DUCLERT : « Michel Rocard International. Des engagements méconnus, une histoire retrouvée »

Lundi 22 juin : commémoration du dixième anniversaire de la disparition de Michel Rocard à Conflans-Sainte-Honorine

Documents

"Justice et marché", dialogue entre Michel Rocard et Paul Ricoeur

publié en janvier 1991 dans la revue Esprit

Paul Ricoeur. – Si nous voulons discuter du type de société dans laquelle nous sommes, mais aussi de celle que nous voulons promouvoir, il faut nous accorder sur une description commune. En dépit du vocabulaire différent que le politique et le philosophe véhiculent l'un et l'autre, il importe de s'accorder sur des notions qui ne soient pas trop confuses. C'est pourquoi il apparaît d'emblée nécessaire de clarifier le vocabulaire que nous employons chacun pour notre part, et surtout celui que vous avez vous-même employé à plusieurs reprises dans vos discours. Et cela d'autant plus que le printemps des peuples à l'Est a convaincu les plus récalcitrants qu'il nous fallait inventer un avenir, et le plus juste possible, au sein de nos démocraties, notre horizon indépassable.

La faillite de l'économie administrée à l'Est laisse en effet pendantes à l'Ouest toute une série de questions que viennent difficilement éclairer des notions comme « capitalisme tempéré », « social-démocratie », ou « économie de marché », auxquelles vous avez recouru à l'occasion et que l'on a pu d'ailleurs vous reprocher. Y a-t-il équivalence entre tous ces termes ? Et sinon, comment les distinguer ? On voit bien que la notion de marché constitue une référence obligée, ce qui fait dire à certains que la modernisation économique dont vous êtes le chef d'orchestre a libéré le marché sous sa forme la plus sauvage. À trop parler de marché, on devient vite celui qui préconise la seule logique marchande et favorise l'acteur capitaliste, et on se fait l'esclave d'une représentation de la société en fonction de la seule organisation capitaliste des biens marchands.

Il y a là bien des sources de malentendu, c'est pourquoi je suggérerai pour ma part de ne pas prendre pour base l'opposition capitalisme / socialisme, mais de partir de l'idée que la société en tant que réseau d'institutions consiste avant tout en un vaste système de distribution, non pas au sens étroitement économique du terme distribution opposé à production, mais au sens d'un système qui distribue toutes sortes de biens : des biens marchands, certes, mais aussi des biens tels que santé, éducation, sécurité, identité nationale ou citoyenneté. Dès lors le problème qui se pose est de savoir quels sont parmi ces biens ceux qui sont susceptibles d'être distribués selon les règles



du marché, et ceux qui exigent un autre mode de distribution, et dans ce cas, lequel ?

Ce n'est qu'ainsi, me semble-t-il, que nous pourrions clarifier des notions comme capitalisme tempéré, social-démocratie ou même socialisme ; nous le pourrions si nous le rapportons à une vision d'ensemble de la société conçue comme système institutionnel de type distributif. Cette démarche permettra de réfléchir ensuite à une représentation de la justice sociale qui ne s'énonce plus dans les termes traditionnels du rapport entre État et citoyens assistés.

Cette vision des choses m'a été suggérée par l'animateur de la revue politique américaine *Dissent*, Michael Walzer, qui, dans son livre *Spheres of Justice* défend l'idée qu'une vision purement procédurale de la justice ne suffit pas, et qu'il faut prendre en compte la nature des biens qui sont à distribuer, c'est-à-dire relier chaque fois les biens considérés à la sorte de biens auxquels ils renvoient spécifiquement. On ne peut pour ce faire s'en tenir à de simples procédures, à des règles formelles de répartition, qui vaudraient indépendamment des biens distribués, comme ont tendance à le penser d'autres théoriciens américains, notamment John Rawls, l'auteur d'une *Théorie de la justice* qui a connu un écho important en France et que Walzer précisément critique. C'est dire que l'on ne distribue pas de la même manière des biens éducatifs, des biens de santé et des biens marchands, et plus encore des biens de citoyenneté comme le droit d'association, le droit d'expression, le droit à la sécurité, etc. On échappe alors à l'aporie qui guette inéluctablement quand on voudrait soit que tous les biens soient de type marchand, soit que par principe certains échappent totalement au marché. On n'est plus alors dans une représentation de la société de marché polarisée par les seuls biens marchands ou bien par leur critique dans la mesure où le marché a sa propre rationalité.

Michel Rocard. – Je suis très sensible à cette démarche intellectuelle. Elle prend en compte en effet la question centrale de ce que doit être notre conception de la société. Celle-ci ne peut pas reposer sur une extension de la logique marchande à tous les domaines de la vie sociale et politique. Elle se double toutefois à mes yeux d'une autre, plus pratique pourrait-on dire, ou en tout cas moins directement conceptuelle, et à laquelle je me sens davantage confronté, en tant qu'homme politique. Cette question est la suivante : comment allons-nous et comment pouvons-nous trancher en faveur de tel ou tel système de distribution, là où plusieurs s'affrontent et sont encore en concurrence, en dépit de ce que vous disiez de l'horizon indépassable de la démocratie ? Comment faire adopter ce qui va apparaître comme le meilleur système ? Comment convaincre que le système qui doit emporter l'adhésion n'est pas la société de marché pure et simple, livrée dans sa globalité à la seule concurrence ?

Dans son histoire, l'humanité a en effet connu plusieurs manières de répondre à cette question, mais celle qui fut privilégiée le plus longtemps fut la guerre ou la coercition, c'est-à-dire des modalités de la force, de la violence physique. Un système d'organisation sociale l'emportait sur un autre parce qu'il était imposé par la force. Vous m'accorderez que c'est un indéniable progrès de civilisation qu'on n'en soit plus là, que ces modalités-là de régulation des conflits ne soient tout bonnement plus acceptables. On ne tue plus ou on ne réduit plus au silence celui qui n'est pas d'accord : il faut alors le convaincre. Comment convaincre aujourd'hui ceux qui adoptent d'autres systèmes de distribution ?

Mais ma question s'en trouve alors relancée avec plus de force : au nom de quoi, en fonction de quels critères classer les biens entre ce qui relève du marché et ce qui n'en relève pas ? Le refus de la violence ou de la force brute n'implique pas qu'il y ait disparition des antagonismes, des rapports de force, de la conflictualité. Il faut alors chercher à expliciter les valeurs qui sous-tendent tel ou tel choix, et faire passer cette explication dans l'opinion. Je déteste le mot de consensus auquel on a fini par faire dire tout et n'importe quoi, mais c'est en un sens bien de cela qu'il s'agit : de l'élargissement du consentement obtenu par voie démocratique, d'une forme de compromis si l'on

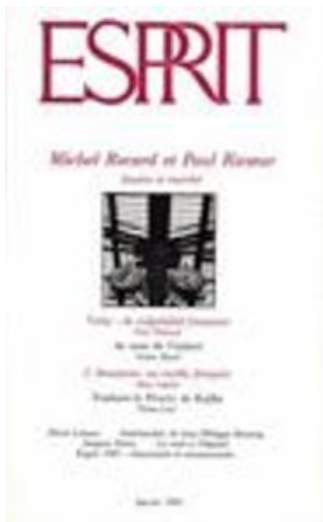
préfère. Sans ce compromis, il est illusoire de distinguer les « sphères de justice » et la pluralité des biens (marchands ou non) que vous évoquiez à la suite de Michael Walzer.

Or, que constatons-nous ? Qu'il n'y a plus de valeurs susceptibles de faire consensus et d'imposer une limitation externe au marché, au règne de la marchandise, à l'argent comme équivalent général. La société médiévale est en Occident la dernière à avoir connu une régulation éthique et religieuse de l'économie, au nom d'une légitimité extraordinairement puissante, puisqu'elle n'était pas soumise à discussion séculière. L'idée imposée par l'Église d'une « bonne économie » a craqué sous les assauts de ceux qui s'enrichissaient : à commencer par les bourgeois des villes si bien décrits dans les travaux de Jacques Le Goff, Régine Pernoud ou Fernand Braudel.

Cette limitation est vieille de cinq siècles et il n'est pas imaginable d'y revenir, nous vivons dans des sociétés autonomes, post-religieuses comme disent les théoriciens du désenchantement. La volonté d'accumulation a ensuite produit une rapacité sociale d'autant plus forte que le marché est une forme de liberté, et qu'il n'y avait donc plus d'entraves à la possibilité offerte aux riches et aux puissants de s'enrichir encore au-delà de toute norme et de toute référence, en assujettissant et en exploitant le travail des autres. La protestation socialiste est née de là, d'une réaction morale à cet état de fait. Le socialisme a d'abord été une utopie éthique, celle d'une société radicalement non marchande, ce qui a correspondu sur le plan des idées au fouriérisme par exemple, et dans les faits à une pratique de l'association : toutes ces mutuelles, coopératives, bourses du travail, qui organisaient des structures d'embauche échappant aux loueurs d'hommes, aux marchands d'hommes, etc. Dans ses premières années, le mouvement socialiste n'envisageait pas de faire émerger une autre société de l'appareil de production existant, mais de construire autre chose, à côté, au nom d'une légitimité principalement éthique, et donc pas au nom d'un prétendu sens de l'histoire. Les déviations marxistes qui sont postérieures à ce mouvement ont abouti à ce gigantesque échec que fut celui de l'économie administrée dans le monde communiste dont nous observons les derniers soubresauts, qui a entraîné pour beaucoup dans sa déroute l'idée même de socialisme. Ce n'est pas mon cas, non pas par nostalgie ou par incapacité d'imaginer un autre modèle : en conformité avec les premiers fondateurs du socialisme, j'appelle socialisme une volonté collective de justice sociale, de diminution de la dose d'arbitraire, de réduction des inégalités à ce qui est acceptable avec une répartition des talents, du risque ou de la responsabilité.

Puisque nous devons éclairer notre vocabulaire respectif, je dirais que la société de marché dont vous avez défini les termes de façon précise et originale n'est pas pour moi contradictoire avec une volonté de mettre en œuvre ce que je nomme toujours le socialisme, avec ses premiers airs d'utopie que je rappelais il y a un instant.

(...)



M. R. – Une remarque préalable, avant d'entrer plus avant dans la discussion : il est pour moi invraisemblable de pouvoir se permettre d'écrire des choses du style « le parti socialiste a un encéphalogramme plat ». Car la pensée est toujours personnelle tandis qu'un parti politique rassemble des gens qui mettent en commun ce qu'ils ont ensemble pour en tirer des conclusions d'action. Et naturellement tout cela est réducteur. Si depuis que la démocratie existe, on devait faire l'exégèse des écritures collectives de congrès, j'aime mieux vous dire que les encéphalogrammes plats seraient légion. La vraie question, c'est celle des encéphalogrammes des principaux animateurs des partis, des individus. On ne respectera les partis dans leur fonction primordiale d'organiseurs de l'action publique qu'à condition de ne pas leur demander en plus ce qu'il n'est pas dans leur fonction de donner.

Cela dit, pour faire écho à votre remarque et puisque notre discussion réunit un intellectuel et un politique, je voudrais d'abord dire que j'ai toujours été frappé du curieux tropisme de l'intelligentsia française qui consiste à privilégier de manière romantique la violence et des perspectives un peu trop apocalyptiques à mon goût. Il y a là une posture de radicalité qui confine souvent à la trahison des clercs. Un seul exemple : l'extraordinaire légitimité intellectuelle dont a joui longtemps Fidel Castro, et dont il jouit semble-t-il encore un peu, du fait de sa lutte puis de sa victoire contre Batista, comparée à l'indifférence noire et absolue dont cette même intelligentsia a plus tard fait preuve devant la prodigieuse reconstruction de la démocratie par l'Espagne postfranquiste. Il y a eu dans ce dernier cas un déploiement d'intelligence politique, d'habileté, de respect de l'autre qui a fait en quelques années de l'Espagne une des plus florissantes et une des mieux gérées des démocraties contemporaines dans une indifférence, je le répète, totale.

Je crois en effet qu'il est commode de se représenter les conflits comme réductibles à un conflit central, et séduisant d'envisager ce conflit comme un conflit total, comme une guerre. Il y a une séduction de la violence, qui s'est toujours dangereusement exercée sur les intellectuels. À quoi cela tient-il ? Il me semble qu'il faudrait ici invoquer, dans la société française, le vieux fond de méfiance catholique pour l'argent : l'argent c'est sale, et ce n'est pas romantique. Alors, au lieu d'ouvrir les conflits sur la répartition de l'argent, on le place dans des alibis qui permettent tous les enthousiasmes : le nationalisme, la lutte de classes, le combat anti-impérialiste. Pourtant, il y a des conflits qu'il est urgent d'ouvrir : sur la régulation de la protection sociale et des dépenses de santé, sur les relations du marché et de la télévision, sur le traitement de la dette des pays du tiers-monde, etc. Mais il faudrait alors affronter la question de l'argent, celle du partage de la richesse, ce qui est sans doute beaucoup moins exaltant que la seule invocation enthousiaste de la violence ou le repli actuel dans un scepticisme crispé. À partir du moment où on a fait le choix que nous évoquons au début du refus de la violence, c'est-à-dire de la coexistence avec l'adversaire, de la nécessité de lui faire une place, y compris avec ses propres projets d'avenir, on entre alors nécessairement dans une logique de compromis. Ceux que cette situation scandalise et qui parlent à ce propos de consensus mou se refusent à penser cette nécessité, ou bien ils sont dans la nostalgie de la prise d'armes, de la guerre civile. Il y a là quelque inconvenance, surtout quand on se refuse à découvrir les vrais conflits d'aujourd'hui qui tournent essentiellement autour de la régulation de l'argent et de la répartition des richesses. Il faut en finir avec cette oscillation qui nous fait passer de l'unanimité à la guerre civile. Il faut construire et conforter cette culture démocratique qui exige, ce que vous disiez il y a un instant, à la fois compromis, concertation et reconnaissance des conflits.

P. R. – En somme, à vous écouter, on pourrait observer même dans les discours de ceux qui ont radicalement critiqué le bolchevisme des relents de bolchevisme, une nostalgie révolutionnaire ? En deçà de ce débat sur la relation des intellectuels avec la politique, il me semble surtout qu'il y a une tendance lourde de la société française à se représenter le conflit à chaque fois sous une forme quelque peu archaïque, ce qui la rend inapte à la négociation et à l'arbitrage. Et là, je ne pense pas seulement aux intellectuels, mais bien aux acteurs sociaux, à commencer par les agriculteurs qui ont été au premier plan durant l'automne par exemple... Nous avons beaucoup de mal à admettre la prolifération des conflits et la nécessité corrélative d'une concertation destinée à les régler.

Paiement en ligne possible. Vous recevrez un reçu fiscal (66 % de crédit d'impôt)

Convictions, bulletin de l'Association MichelRocard.org

- S'abonner
- Consulter les numéros précédents

Ce courriel a été envoyé à [[EMAIL_TO]], cliquez ici pour vous désinscrire.

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org.

Directeur de la publication : Jean-François Merle.

© MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact@michelrocard.org